

ÉDITORIAL

Au cours des deux années écoulées, nombre des articles publiés par la *RdL* ont suscité la polémique, jusqu'au sein du collectif éditorial de la revue.

Ce fut le cas, dès le premier numéro, avec « La haine des villes », un entretien mené avec Bernard Marchand et Éric Hazan, puis à propos des questions les plus diverses, des thèses de Joseph Massad sur « l'impérialisme sexuel »¹ aux interrogations concernant le devenir de l'identité juive², en passant par la question du bilan à faire de la présidence d'Hugo Chávez au Venezuela³. La discussion a souvent porté aussi sur les formes et les orientations de la lutte à gauche, avec une réflexion de Nicolas Haeringer sur l'interprétation et l'évaluation du mouvement Occupy Wall Street, prolongée dans ce numéro par la revue *Jacobin*⁴, comme avec l'affirmation par Charlotte Nordmann qu'on ne peut défendre l'école contre sa transformation néolibérale sans en formuler en même temps une critique rigoureuse⁵, ou les thèses de Frédéric Lordon ou Stathis Kouvelakis quant à la nécessité stratégique de réaffirmer une forme de souveraineté démocratique dans le cadre de la crise européenne⁶, ou encore, dans ce numéro, l'examen par Félix Boggio Éwanjé-Épée et Matthieu Renault de l'apport des études postcoloniales à la critique du monde contemporain⁷.

Arrêtons là l'énumération ; même partielle, elle manifeste déjà que, tout en s'efforçant de formuler des pistes pour un agenda politique à la hauteur de la situation historique dans laquelle nous nous trouvons, la *RdL* se veut un espace ouvert à la discussion et à l'échange polémique. Nous avons – c'est incontestable – nos préoccupations propres, qui définissent des orientations, mais nous avons surtout le souci de nous attacher à ce qui reste problématique, aux questions auxquelles nous ne parvenons pas à apporter de réponse claire. Face à ces questions qui nous *résistent*, la seule chose à faire nous semble être de confronter les positions pour parvenir à tout le moins à formuler les problèmes le plus rigoureusement possible, et à révéler les impensés des uns et des autres. Certes, la polémique prend du temps et n'est pas toujours très agréable, mais nous ne pouvons pas nous passer de ce travail de cartographie des positions, quitte à en conclure qu'une nouvelle carte est à tracer.

La *RdL*, espace polémique, mais espace délimité néanmoins. Il nous paraît essentiel de nous démarquer de deux courants identifiés à la « gauche ».

D'une part, ce que nous appellerons les « socio-conservateurs », dont l'objectif principal est de garantir une sorte de « justice » dans l'injustice, ou plus exactement une certaine cohésion sociale autour d'un

ordre dont l'inégalité fondamentale n'est pas remise en question. Ce courant est représenté de façon exemplaire par les promoteurs de la République des idées, d'où la critique que nous avons menée, par exemple, des thèses d'Esther Duflo concernant le meilleur moyen de « lutter contre la pauvreté »⁸ ou, dans ce numéro, de celles d'un Camille Peugny, s'inquiétant de l'absence de « mobilité sociale » en France⁹.

De l'autre, ce qu'on peut désigner comme la « pensée anti-68 », diffuse à gauche comme à droite, et qui interprète les questions minoritaires et la critique de l'aliénation sous toutes ses formes comme l'expression d'un renoncement à la question sociale. Pour nous, il est au contraire essentiel d'affirmer que la critique de l'aliénation et la critique de l'exploitation sont profondément liées – c'est notamment le sens de l'articulation que nous nous efforçons d'établir entre critique du capitalisme et écologie politique.

Ces démarcations faites, nous sommes convaincus qu'il ne faut pas chercher à résoudre prématurément « les contradictions au sein du peuple », un véritable espace de réflexion étant nécessairement un espace polémique. Nous nous réjouissons donc de voir reprises les discussions lancées dans ces pages, de vos réactions enthousiastes, sceptiques ou même sévères – elles témoignent, même lorsqu'elles affirment un désaccord de fond, de votre attachement au projet de la revue.

NOTES

1. Joseph Massad, « L'empire de la sexualité » (n° 9, janv.-fév. 2013) et la réponse de Philippe Colomb et Stéphane Lavignotte (n° 10, mars-avril 2013).
2. Des analyses d'Enzo Traverso dans « Les métamorphoses de l'intellectuel juif : la fin d'un cycle » (n° 1, sept.-oct. 2011) ou de Joëlle Marelli avec « Shlomo Sand, le peuple et l'exil » (n° 8, nov.-déc. 2012) aux contributions de Laurent Bove et d'Ivan Segré dans ce numéro (« Spinoza et les Juifs », 1 et 2).
3. Marc Saint-Upéry, « Venezuela, une révolution sans révolution ? » (n° 8, nov.-déc. 2012).
4. Nicolas Haeringer, « Occupy Wall Street ; Fin ou début d'un mouvement ? » (n° 10, mars-avril 2013) et, dans ce numéro, « La revue *Jacobin*, une nouvelle voix pour la gauche américaine ».
5. Charlotte Nordmann, « Peut-on défendre l'école sans la critiquer ? » (n° 2, nov.-déc. 2011) et la réponse de Guy Dreux, janv. 2012, accessible en ligne, « Peut-on critiquer l'école sans analyser ses mutations ? ».
6. Frédéric Lordon, « Nous assistons à l'écroulement d'un monde » (n° 3, janv.-fév. 2012) et Stathis Kouvelakis, « Grèce ; destruction programmée d'un pays » (n° 4, mars-avril 2012). Voir aussi l'article de Thomas Hippler et Hélène Quiniou, « Braquage social à l'allemande », fév. 2012, accessible en ligne.
7. Félix Boggio Éwanjé-Épée et Matthieu Renault, « Que faire des *postcolonial studies* ? ».
8. Cédric Durand et Charlotte Nordmann, « Misère de l'économie du développement » (n° 1, sept.-oct. 2011).
9. Ugo Palheta, « L'illusion méritocratique, ou L'impensé d'une sociologie sociale-conservatrice ».